

ETHIOPIA

Organe
trihédomadaire
édité par la Régie
Nationale
de l'Agence Guinéenne
de Presse

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITÉ
Compte Chèques Postaux 6975 — Banque République de Guinée 3-34-32

CE QUE NOUS DEVONS AVOIR EN TÊTE
PRESENT A L'ESPRIT, C'EST QUE NOTRE
ACTION REVOLUTIONNAIRE ENGAGE LE
DESTIN HISTORIQUE DE TOUTE L'AFRIQUE,
QU'ELLE DEBORDE PAR SON AMPLIEUR ET
SON ESPRIT LES LIMITES DE LA NATION
GUINEENNE.

SEKOU TOURE

NOUVELLES D'AFRIQUE ET DU MONDE

ÉTATS AFRICAINS, COMMONWEALTH ET MARCHÉ COMMUN

Deux événements importants marquent cette semaine, en Europe, la situation politique en ce qui concerne les rapports entre les anciens pays colonisateurs et l'Afrique.

D'une part depuis lundi après-midi, la Maison de l'Europe à Strasbourg, abrite l'Assemblée parlementaire européenne dont le but est de régler les rapports entre l'Europe des « six » et les Etats africains associés.

143 parlementaires des six pays du Marché commun et 103 représentants des 16 pays africains et de Madagascar siègent cette semaine à Strasbourg. Rappelons que ces pays sont : l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas du côté européen, le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo (Brazzaville), le Congo, (Léopoldville), la Côte-d'Ivoire, le Dahomey, le Gabon, la Haute-Volta, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, la Somalie, le Tchad et le Togo.

LA CONFERENCE DE STRASBOURG

L'Assemblée parlementaire européenne a exprimé l'avis de mettre sans retard sur pied des organismes communs, de prendre sans délai certaines mesures, y compris la création d'un Conseil consultatif d'Associa-

tes associés contre 128 millions fin mars 1961. Au cours de la première quinzaine du juin, 15 millions de dollars supplémentaires ont été distribués.

Le Fonds européen est doté jusqu'à fin 1962 de 580 millions de dollars. Sur les 155 projets d'un montant de 558 millions de dollars approuvés à la date du 31 mai par les institutions européennes de Bruxelles, les adjudications ont été faites pour 108 projets d'un montant de 60 millions de dollars.

Sur les 158 millions de dollars, 131,5 ont été attribués à des pays et territoires de l'ancienne communauté française, (Côte-d'Ivoire : 17,5 millions de dollars, Madagascar : 15,7 millions de dollars, Sénégal : 13,6 millions de dollars, Haute-Volta, 11,7 millions, etc...)

LA GRANDE-BRETAGNE ET LE MARCHÉ COMMUN

Le deuxième fait a été la désignation mardi dernier de trois ministres britanniques qui vont entreprendre la semaine prochaine, la tournée des capitales du Commonwealth pour discuter des répercussions d'une éventuelle entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Ont été choisis pour cette mission MM. Duncan Sandys, secrétaire aux relations avec le Commonwealth.

En Iran L'ancien Procureur de l'armée est arrêté

En Iran, le général Hussein Azmoudh, ancien procureur de l'armée, a été incarcéré pour avoir reproché au gouvernement du Shah de s'accoquiner dans les pactes militaires dans le genre du G.E.N. T.O., politique que le général Azmoudh juge anticonstitutionnelle et dangereuse pour l'Iran.

Or, en se déclarant neutraliste, il paraît que le général Azmoudh a commis un crime, puisqu'on l'empri-sonne. Le premier ministre Amiri en tout cas, a fini de jeter son masque de libéralisme: comme tous ceux qui vendent leur pays à des intérêts étrangers, il supporte mal qu'on le lui dise...

ENTRETIENS SOVIÉTO-AMÉRICAINS SUR LE DÉSARMEMENT

Les entretiens soviéto-américains sur les problèmes du désarmement ont commencé mardi dernier au département d'Etat. Le groupe américain est conduit par John Mac Cloy, principal conseiller du Président Kennedy en matière de désarmement, et Valérian Zorine, vice-ministre soviétique des Affaires étrangères se trouvant à la tête de la délégation de l'U.R.S.S.

Ces discussions se déroulent pour « déterminer les limites » en vue de la reprise des pourparlers généraux sur le désarmement qui ont été interrompus le 27 juin de l'année passée. Il avait été décidé à l'origine que

les entretiens actuels seraient limités à des questions de procédure. On estime cependant, que, compte tenu des personnalités qui représentent les deux gouvernements, on entamera aussi des discussions sur l'interdiction des explosions nucléaires qui vient de faire l'objet d'un échange de notes entre Moscou et Washington.

Les milieux américains mettent officiellement en question le renouvellement des pourparlers sur le désarmement en raison des différences d'opinion des parties en présence à propos de la composition de la conférence sur le désarmement et l'interdiction des expériences nucléaires.

L'AGITATION SOCIALE EN FRANCE

Les manifestations paysannes se poursuivent dans le Finistère, les Côtes-du-Nord et le Morbihan. Elles ont même fait tâche d'huile, gagnant les départements de l'Ille-et-Vilaine et de la Vendée où des incidents assez sérieux se sont produits.

A Vannes, une manifestation a rassemblé six cents paysannes.

Un nouveau département a décidé mardi dernier de « passer à l'action directe ». Cette décision vient d'un département où les viti-culteurs sont depuis longtemps organisés et dont les formes d'action ont

En mars dernier MM. Gromyko et Stevenson, délégués soviétique et américain aux Nations Unies étaient parvenus à un accord de principe concernant la poursuite, le 31 juillet, à Genève, des pourparlers sur le désarmement.

L'U.R.S.S. demande que le comité de dix Nations au sein duquel l'Est et l'Ouest étaient représentés à parité soit élargi et accueille cinq pays neutres. Les Etats-Unis s'opposent à cette proposition. Ils accepteraient seulement que deux

tion et de la désignation de représentants africains auprès du siège bruxellois de la Communauté économique européenne.

C'est bien d'intégration politique autant qu'économique de l'Afrique à l'Europe qu'il est question, et les pays du Marché commun semblent vouloir accélérer la mise en place des institutions eurafricaines.

La conférence qui s'est ouverte lundi après-midi avec un faste exceptionnel travaille en fait, déjà, comme une véritable assemblée. Un règlement de 18 articles a été élaboré à cette fin. La présidence est assurée alternativement par M. Hans Furler, président de l'assemblée parlementaire européenne et par M. Lamine Guèye, président de l'Assemblée nationale du Sénégal qui a été élu président du groupe africain et malgache. Les travaux effectifs ont commencé mardi matin par l'examen du problème des « formes politiques et institutionnelles de la coopération ».

Notons par ailleurs que le rythme de répartition des crédits du Fonds de l'Europe des six pour « le développement des pays et des territoires d'Outre-mer associés » s'est considérablement accéléré au cours des derniers mois.

C'est ce qui ressort de l'état qui vient d'être publié par la commission du Marché commun de Bruxelles et qui a été arrêté au 31 mai 1961.

Au total 150 millions de dollars se trouvaient à cette dernière date à la disposition des pays et territoires

Résistance populaire au Sud-Vietnam

On apprend, lundi, de source sud-vietnamienne, que des partisans bien organisés paralysent le fonctionnement des administrations locales dans la région de Duc Hoa, à une trentaine de kilomètres seulement de Saïgon.

Duc Hoa est le principal centre de communications entre les provinces de l'est et de l'ouest, au nord de la capitale. L'activité des guerrillas est si intense que la population n'ose plus obéir aux autorités légitimes.

Le fantôme N'go Dinh Diem se sent de moins en moins à l'aise.

Peter Thoreycroft, ministre de l'Aviation, John Hare, ministre du Travail.

M. Sandys quittera Londres le 29 juin. Il visitera successivement la Nouvelle Zélande, l'Australie et la Malaisie.

Le groupe africain, Sierra-Léone, Ghana, Nigéria, Fédération Rhodésie-Nyassaland est dévolu à M. Hare. Ces tournées des capitales du Commonwealth prendraient 3 semaines.

On sait que l'éventualité de l'entree de la Grande-Bretagne au Marché commun divise en ce moment l'opinion anglaise qui craint l'alignement des prix agricoles anglais sur les prix européens.

« Cependant, écrit **Marchés tropicaux** du 17 juin, bien plus que la politique agricole, c'est la politique fondamentale, ce sont les structures mêmes de l'économie britannique qui sont en cause. »

Lors du débat qui s'est ouvert le 13 juin devant la Chambre commune, M. Emmanuel Shinwell, ancien ministre de la Défense, travailliste, a posé la question. « Tout l'avenir du Commonwealth est en jeu », a-t-il dit, et affirmant son opposition, il a ajouté : « Je me refuse de laisser vendre le Commonwealth à l'encan. »

En fait, au sein du Commonwealth, poursuit **Marchés tropicaux** les Etats sont divisés. Les uns, les plus « évolués », se montrent réservés à l'égard d'une adhésion possible de la Grande-Bretagne au Traité de Rome. Le Canada est inquiet de la répercussion de la politique agricole des « six » sur ses ventes de blé en Grande-Bretagne. L'Australie est préoccupée par la vente de la laine qui serait concurrencée par les fibres artificielles de « l'Europe des six », dont l'industrie est en pleine expansion. La Nouvelle-Zélande craint pour son industrie laitière et son élevage de moutons, entièrement orientés vers le marché anglais.

« En revanche les Etats africains du Commonwealth souhaitent un accord avec les Six, qui leur ouvrirait de plus larges débouchés pour leurs produits, et surtout qui les ferait participer à la répartition des crédits du Fonds d'investissement européen. »

(A suivre)

souvent été à une particulière terreur.

Nouvelles de Cuba

Le Comité américain pour l'échange « tracteurs contre prisonniers » a pratiquement rejeté les propositions de Fidel Castro en n'offrant que 500 tracteurs légers au lieu des tracteurs lourds que demandait le Président cubain.

Il faut croire que les Américains préfèrent leurs tracteurs à leurs prisonniers, ce qui n'est pas gentil pour ces derniers...

I^{er} CONGRES DES ECRIVAINS

Le premier Congrès des écrivains et des artistes a été convoqué du 26 jusqu'au 30 juin 1961 à la Havane.

Tous les écrivains, acteurs, musiciens artistes-peintres et architectes qui soutiennent le manifeste concernant le développement d'une culture nationale cubaine participeront au Congrès.

NOUVELLES BRÈVES

● Des pluies torrentielles ravagent depuis quelques jours le Nord du Mexique. Les rivières débordent, les communications sont coupées en plusieurs points.

● Les accords franco-mauritaniens de coopération ont été signés lundi après-midi à Paris.

● A l'issue d'un voyage de six semaines qui l'a mené successivement à Monrovia, puis en Allemagne fédérale et à Paris, le président de la République togolaise, Sylvanus Olympio est rentré lundi à Lomé.

● M. Nehru aurait décidé de participer à la conférence des pays neutres qui doit se tenir prochainement à Belgrade. L'annonce officielle de décision en serait faite prochainement.

● Des négociations en vue de la conclusion d'un accord aérien entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis s'ouvriront à Washington au cours des prochaines semaines, vraisemblablement le 18 juillet.

pays non-alignés : le Mexique et l'Inde, prennent part à la conférence en qualité de président et de vice-président de la conférence, mais sans aucune possibilité d'influencer sur les décisions.

Un message de M. Khrouchtchev à l'Assemblée Chrétienne de la Paix

Une assemblée de la paix chrétienne groupant 700 délégués, représentant les églises protestantes et orthodoxes de 50 pays, s'est réunie la semaine dernière à Prague. M. Khrouchtchev a adressé à cette assemblée, une lettre disant notamment : « Mon gouvernement continuera à poursuivre une politique de paix et d'amitié entre les Nations, reposant sur la coexistence des pays dotés de systèmes sociaux et politiques différents, le relâchement de la tension internationale, et à rechercher un accord sur le désarmement général et complet ».

● Le 31 mai 1962 sera le jour de l'indépendance pour les Antilles anglaises a annoncé le Colonial office. Cette date est subordonnée à latifs des Antilles, des conclusions de la conférence constitutionnelle qui vient de se terminer à Londres.

● M. Williams, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, envisage de se rendre à nouveau en Afrique. Pendant ce deuxième voyage, M. Williams se rendrait dans les pays qu'il n'a pu visiter au début de l'année.

● Le Comité international olympique, a décidé que les Jeux olympiques de Tokyo auront lieu du 11 au 25 octobre 1964.

Il a été décidé d'autre part la création d'une commission d'aide pour le développement des sports aux pays sous-développés d'Afrique et d'Asie. Elle sera présidée par le comte de Beaumont et composée de cinq membres représentant l'U.R.S.S., le Liban, le Kenya, l'Inde et la R.A.U.

LA VIE DANS LA NATION LA COUR D'ASSISES A GONAKRY

La soixante-quatrième et dernière affaire de cette importante session d'assises a porté sur une affaire de séquestration arbitraire avec tortures sur la personne d'une jeune femme.

Sur les huit accusés seuls trois sont présents au banc d'inframie.

La Cour constate l'absence des cinq défallants et par arrêt de défaut prononce par contumace :

1° La condamnation à mort des nommés Diallo Boubacar alias Bakary et Alpha Doumbouya accusés de détentation et séquestration arbitraire avec tortures ;

2° La condamnation de Barry Modi Boubacar et Diakité Mamadou Boye à 3 ans de prison pour abstention délictueuse.

Les faits sont d'autant plus graves que l'auteur principal est un respectable politique Diakité Abdoulaye, alias commandant Abdoulaye.

Au début du mois de décembre 1959, Diakité Abdoulaye, plaignon auxiliaire à Dabola, effectuait une tournée dans le Fitaba en vue de présider les élections de comités.

Arrivé à Yenguissa, Diakité Abdoulaye, conseiller général, membre du comité directeur de Dabola, qui se faisait appeler « Commandant Abdoulaye », convoquait la jeune Penda Diallo, épouse divorcée de Bakary, dit Diallo Boubacar.

Dès que cette dernière se présente il lui fit asséner par les jeunes gens 10 coups de cravache et la ramit entre les mains de son ex-mari, Bakary, s'enfermait dans une cage avec son ex-épouse et lui fit subir tout au long de la nuit des sévices corporels, coups de pieds, coups de bâton, viol, etc.

Le lendemain la mère de Penda vint chercher sa fille et l'ayant trouvée vée couverte de sang, la montra à plusieurs personnes et la conduisit au magistrat pour la réquisition.

Penda avait malgré les sévices refusé de reprendre la vie commune.

La mère de Penda tente d'intervenir, mais à son tour fut par deux fois giflée par Abdoulaye, et les deux pauvres femmes exténuées devaient continuer de gravir le chemin conduisant à Marea.

Dans cette localité, Abdoulaye ordonnait que les deux femmes soient enfermées et cet ordre fut exécuté par Diallo Tierno, Sow Mamadou, Pauli-Alpha Doumbouya et Alphadio Kouyaté.

Bien plus Alpha Doumbouya et Diallo Tierno considérant le froid de la saison aspergeaient les deux femmes d'eau glacée et les laissèrent nus dans le magasin de la S.P. où le lendemain on constatait de longues traces de sang.

Cependant Diakité Yero Fanta, président du comité de Tinguibeli vers minuit moyennant le versement de 100 francs à un des géoliers réussissait à faire sortir la mère pour la conduire dans une case chauffée.

Mais Diakité Mamadou Boye dit Sergeant ainsi que Barry Modi Boubacar Biro, président du comité de Marea ne tentaient aucun effort, alors qu'ils auraient pu le faire sans risque pour eux, afin d'arracher les deux malheureuses à leurs tortionnaires.

Bien que Bakary avait déjà reçu le remboursement de la dot (une chèvre) qu'il avait acceptée, Abdoulaye ne consentit à libérer mère et fille qu'après qu'une certaine somme ait été versée à l'ex-mari par son intermédiaire.

Les débats longuement menés par le Président de la Cour, malgré une défense serrée des accusés tournent à leur confusion et malgré les habiles plaidoiries de Me^s Desjean et Poirier, condamne Abdoulaye Diakité alias commandant Abdoulaye à 6 ans de travaux forcés et les deux

NOUVELLES DU CONTINENT AFRICAIN

Jeunes de Guinée et du Mali

Suite de la première page

journees d'études qui se sont déroulées dans une atmosphère de compréhension et d'amitié, elles sont parvenues à un accord complet sur l'ensemble des problèmes.

En ce qui concerne le Forum, les deux délégations, au cours de ces fructueuses journées, après avoir étudié dans ses moindres détails le programme du Forum et adopté les deux rapports, celui de la Guinée sur **La Jeunesse et le Désarmement** et celui du Mali sur : **La liquidation des vestiges du colonialisme**, ont dégagé un point de vue commun aux deux délégations sur l'ensemble du programme.

A propos de la **Jeunesse panafricaine**, les deux délégations ont décidé de laisser au secrétariat permanent de la Conférence des peuples à Accra, en accord avec la J.R.D.A. de Guinée, le soin de provoquer la convocation du comité préparatoire de la jeunesse panafricaine.

Convaincues également que cette rencontre de la jeunesse panafricaine doit jeter les bases d'une véritable unité des jeunes d'Afrique en vue d'affirmer la personnalité africaine et la volonté de ces jeunes de lutter contre l'impérialisme et le colonialisme.

Les deux délégations donnent mandat à la Conférence des peuples pour prendre toutes dispositions utiles en vue d'assurer une large participation de la jeunesse africaine.

Sur le Séminaire de la jeunesse syndicales au Maroc, les deux délégations donnent mandat à leurs représentants pour soutenir le principe de l'adhésion de toutes les centrales nationales à la seule panafricaine syndicale, elle-même indépendante

L'IMPÉRIALISME AU SECOURS DU SAHARA

Pendant que certains cherchent à pousser les africains à la division, de manière à pouvoir continuer à régner sur eux par ce biais, la solidarité franco-belge, elle, ne se relâche pas, sur le dos de l'Afrique. Voici ce qu'écrit dans la **Libre Belgique** M. Paul Struye, Président du Sénat belge :

« Les trésors souterrains du Sahara ont été découverts et mis au point par des techniciens français. Et M. Struye d'enchaîner en précisant à son tour le rejet de la souveraineté algérienne sur le Sahara « de même que le rejet de la souveraineté française », pour aboutir à une exploitation franco-nord-africaine des richesses sahariennes. Ainsi, l'on dirait : « Le Sahara n'est ni français ni algérien », ce qui permettrait à la France de continuer à exploiter avantageusement ce terrain « neutre » avec l'appui d'africains « compréhensifs ». Que voilà un savant tour de passe-passe ! Il est vrai que les Belges y ont excellés au Congo !

M. Struye omet de signaler une chose, qui a quand même son importance, c'est que si lesdits trésors sahariens ont été découverts par des techniciens français (et d'autres occidentaux) ils ne l'ont pas été dans l'intérêt du peuple algérien, et qu'ils sont soustraits à l'Algérie par les capitalistes réunis de l'occident.

C'est pour cette cause qu'on se garde de bien reconnaître la souveraineté d'un peuple que l'on tente de juguler tandis qu'on le dévalise. Mais il paraît que c'est dans l'intérêt de l'Afrique ! Chers bons apôtres ! L'Afrique n'est pas dupe : Elle ne jouera pas le jeu de ses exploitateurs. Et si M. Struye défend le gâteau français au Sahara c'est parce que les Français ont bien défendu le sien au Katanga. Entre amis un service en vaut un autre.

véritable tentative de... conquête ! Et voilà ! honni soit qui mal y pense ! Ce n'est pas la France qui fiv de conquête dont elle a à souffrir de la part des algériens, gagnons qu'ils vont tous se précipiter à son secours ! ...

C'était simple, il suffisait d'y penser... Et M. Jean-Michel de Latrè qui sera certainement décoré par M. Joxe pour cette trouvaille sensationnelle, de conclure en invitant tous les « Etas africains de vocation saharienne » à faire bloc avec la France contre cette ignoble tentative reconquérir l'Algérie, c'est l'Algérie qui veut reconquérir la France... au Sahara.

LE CONGO

Suite de la première page

rait lieu le 25 juin à Léopoldville. La libération des complices de Tschombé est un signe du désir de Kasavubu de s'assurer le soutien du Katanga à cette réunion prochaine de Léopoldville.

Rappelons que 45 députés légalement investis sont à Stanleyville avec le gouvernement de M. Gizenga, ce qui explique que Kasavubu, craignant leurs voix, essaye à tout prix de s'en gagner... ou d'en acheter d'autres.

Dès sa première réunion, le 25 juin, à Léopoldville, le Parlement affronta vraisemblablement le problème de la légitimité ministérielle : « Lequel des deux gouvernements, celui de Léopoldville ou de Stanleyville, est le gouvernement légal du Congo ? » demande à ce propos le journal **Le Monde**.

En fait la question ne se pose pas, le gouvernement de Patrice Lumumba ayant été régulièrement investi le 13 septembre dernier. La seule question qui doit se poser est celle de la réunification congolaise. C'est Kasavubu qui a volontaire-

Mais le puissant commandant Abdoulaye dépêchait ses sbires à la recherche des deux femmes et les contraignit à se rendre à Marela, village distant de 22 kilomètres, car

LES ÉPREUVES DU BACCALAURÉAT

BACCALAURÉAT 2^e PARTIE MATHÉMATIQUES

Epreuve de philosophie

Durée 3 heures.
(3 sujets au choix du candidat)

1^{er} Sujet :

Quelles sont les conditions de la pensée objective ?

2^e sujet :

En l'appliquant aux démarches du mathématicien et du physicien, vous commenterez et discuterez cette formule de Husserl :

« C'est l'essence propre de la science, c'est à priori son mode d'être, d'être hypothèse à l'infini et vérification à l'infini. »

3^e sujet :

Que pensez-vous de cette assertion de Goethe :

« Comprendre c'est être capable de faire. »

PHILOSOPHIE

Epreuve de philosophie

Durée 4 heures.

(3 sujets au choix du candidat)

1^{er} Sujet :

L'histoire des peuples n'est-elle que la conséquence de « l'action des grands hommes » ?

2^e sujet :

Commentez et discutez cette pensée de Diderot :

« Le philosophe ne se croit pas en exil dans ce monde. »

3^e sujet :

Liberté et discipline.

PHILOSOPHIE

Durée 4 heures.

Sciences expérimentales

(3 sujets au choix du candidat)

1^{er} Sujet :

Quelles réflexions vous inspire la vie des grandes théories scientifiques ? Que peut-on conclure de leur renouvellement continu ?

2^e sujet :

« Avoir un métier, se servir de ses mains, cela engage un homme

de toute centrale internationale.

Les deux délégations, après avoir condamné la guerre d'Algérie regrettent l'attitude de la délégation française qui a arrêté unilatéralement les négociations d'Evian.

Affirment leur soutien sans réserve aux patriotes algériens du F.L.N. et décident, en conformité avec les décisions arrêtées à Stockholm, de célébrer la journée du 5 juillet, Journée de solidarité avec la jeunesse algérienne.

LE CONSEIL COMMUN DE DÉFENSE DES 5 PUISSANCES

Suite de la première page

l'Asie.

En effet, si nous regardons la carte d'Afrique, la situation ne laisse pas d'être inquiétante...

Le voisinage des cinq pays du nouveau « Bloc » (Gabon, Congo-Brazzaville, République Centre-Africaine, Tchad, plus, éventuellement, le Cameroun) avec le Niger et le Dahomey (qui viennent de signer des accords militaires avec la France et de recevoir les troupes françaises évacuées du Mali) constitue une vaste tête de pont militaire qui, partant du golfe de Guinée, est dirigée directement tout contre la partie sud-est du Sahara algérien. Cette manœuvre, étant donné que des troupes françaises se trouvent encore, hélas ! en Algérie, coupe en fait, l'Afrique en deux !

Ceci constitue un avertissement sérieux aux peuples libres et indépendants d'Afrique, qui se trouvent en présence d'un nouveau pacte militaire signé avec les puissances impérialistes. Il s'agit d'être vigilants afin de déjouer ce machiavélique plan de reconquête des ex et néo-colonialistes. Les pactes militaires signés avec ces derniers ne peuvent avoir que des conséquences désastreuses pour notre continent, qu'elles risquent de remettre à feu et à sang.

L'union des peuples africains s'impose plus que jamais à l'heure où ce danger se précise à nos portes. Ils doivent dénoncer énergiquement les manœuvres agressives du gouvernement français, ouvertes en Algérie, voilées mais non moins dangereuses ailleurs, et dénoncer

Ces déclarations ont au taire premier, en tout cas à un nommé Jean-Michel de Latre qui écrit, dans le numéro du 17 juin de la Revue **Marchés tropicaux et méditerranéens** qu'il n'est pas dans l'intérêt de la France de céder son « droit » au Sahara.

Mais la trouvaille, de la part de ce journaliste, c'est ceci : « la France se trouve en face d'une demande non-justifiée de la part des algériens », et (tenez-vous bien !) d'une

ceux des Africains qui pourraient trahir la cause de l'Afrique en se prêtant au jeu impérialiste de reconquête.

Nous devons une fois de plus, et à plus forte raison, réclamer la reconnaissance de la souveraineté algérienne sur tout son territoire, Sahara algérien compris. S'il y a une unité africaine à réaliser, elle ne pourra l'être qu'avec des pays africains réellement indépendants : ne comptons pas sur les impérialistes pour le faire ! Ils nous avaient déjà groupés sous leur joug commun. Et les événements, plus graves qu'on ne le pense, prouvent qu'ils sont en train de recommencer...

Une première réaction contre le système des bases militaires françaises, vient d'être enregistrée.

L'ancien président du Conseil du Niger, Djibo Bakary, secrétaire général du Parti Sawaba, a demandé au Mali, mardi dernier, au cours d'une conférence de presse à Bamako, la liquidation des bases militaires françaises au Niger et l'arrêt de la tutelle économique et financière du Niger par la France.

« Toutes les institutions du Niger doivent être entièrement transférées entre les mains des Africains », a dit M. Bakary Djibo, qui a poursuivi : « Le peuple doit s'unir dans la lutte afin de réaliser l'indépendance politique et économique du Niger. » Selon le leader nigérien, le gouvernement Hamani Diori, lié, dit-il, aux néo-colonialistes français, « opprime les forces nationales et soutient les forces féodales, son seul appui étant dans les troupes françaises qui sont d'ailleurs appelées à être renforcées ».

ment faussé le précédent en outrepassant ses droits et en nommant à « son gouvernement » à lui M. Iléo et ses amis. Ce gouvernement, en fait, n'a rien de légal, étant donné qu'il n'a pas été entériné par le Parlement... ce qui gêne Kasavubu, lequel essaie maintenant de souder des parlementaires en vue de la réunion de Léopoldville. Et ceci avec l'aide, bien entendu, de l'O.N.U. qui vient de mettre à sa disposition 9 millions de dollars.

Le gouvernement congolais légal a souligné immédiatement qu'une telle « aide » compromettrait en grande partie les chances d'une solution pacifique du problème congolais. Cette convention, qui d'après l'art. 25 de la Constitution, ne peut avoir force de loi que si elle est approuvée par les deux chambres du Parlement, représente une violation de la Constitution.

Outre qu'elle peu permettre à Kasavubu de soudoyer des parlementaires, cette aide de l'O.N.U. poursuit le but de renforcer l'armée de celui-ci.

On se demande, dans ce cas quelle peut être l'issue de cette prochaine réunion de Léopoldville ? Lumumba assassiné, les partisans de Tschombé libérés et Kasavubu renfloué par l'O.N.U. au bon moment, autout de bâtons jetés savamment dans les roues de la réunification congolaise. L'O.N.U. qui devrait assurer la paix au Congo continue d'y favoriser les manœuvres des impérialistes et de leurs créatures.

Solidarité, progrès,
démocratie,

voilà le contenu de notre
révolution.

Promotion humaine de
nos peuples,
tel est son objectif.

SÉKOU TOURÉ

ETHIOPIA

Organe
hebdomadaire
édité par la Régie
Nationale
de l'Agence Guinéenne
de Presse

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITÉ
Compte Chèques Postaux 6975 — Banque République de Guinée 3-34-32

CE QUE NOUS DEVONS AVOIR TOUJOURS
PRESENT A L'ESPRIT, C'EST QUE NOTRE
ACTION REVOLUTIONNAIRE ENGAGE LE
DESTIN HISTORIQUE DE TOUTE L'AFRIQUE,
QUELLE DEBORDE PAR SON AMPLIEUR ET
SON ESPRIT LES LIMITES DE LA NATION
GUINEENNE.

SEKOU TOURE

NOUVELLES D'AFRIQUE ET DU MONDE ÉTATS AFRICAINS, COMMONWEALTH ET MARCHÉ COMMUN

Deux événements importants marquent cette semaine, en Europe, la situation politique en ce qui concerne les rapports entre les anciens pays colonisateurs et l'Afrique.

D'une part depuis lundi après-midi, la Maison de l'Europe à Strasbourg, abrite l'Assemblée parlementaire européenne dont le but est de régler les rapports entre l'Europe des « six » et les Etats africains associés.

143 parlementaires des six pays du Marché commun et 103 représentants des 16 pays africains et de Madagascar siègent cette semaine à Strasbourg. Rappellons que ces pays sont : l'Allemagne, la Belgique, La France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas du côté européen, le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo (Brazzaville), le Congo, (Léopoldville), la Côte-d'Ivoire, le Dahomey, le Gabon, la Haute-Volta, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, la Somalie, le Tchad et le Togo.

LA CONFERENCE DE STRASBOURG

L'Assemblée parlementaire européenne a exprimé l'avis de mettre sans retard sur pied des organismes communs, de prendre sans délai certaines mesures, y compris la création d'un Conseil consultatif d'Associa-

res associés contre 128 millions fin mars 1961. Au cours de la première quinzaine du juin, 15 millions de dollars supplémentaires ont été distribués.

Le Fonds européen est doté jusqu'à fin 1962 de 580 millions de dollars. Sur les 155 projets d'un montant de 558 millions de dollars approuvés à la date du 31 mai par les institutions européennes de Bruxelles, les adjudications ont été faites pour 108 projets d'un montant de 60 millions de dollars.

Sur les 158 millions de dollars, 131,5 ont été attribués à des pays et territoires de l'ancienne communauté française, (Côte-d'Ivoire : 17,5 millions de dollars, Madagascar : 15,7 millions de dollars, Sénégal 13,6 millions de dollars, Haute-Volta, 11,7 millions, etc..)

LA GRANDE-BRETAGNE ET LE MARCHÉ COMMUN

Le deuxième fait a été la désignation mardi dernier de trois ministres britanniques qui vont entreprendre la semaine prochaine, la tournée des capitales du Commonwealth pour discuter des répercussions d'une éventuelle entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

Ont été choisis pour cette mission MM. Duncan Sandys, secrétaire aux relations avec le Commonwealth,

En Iran L'ancien Procureur de l'armée est arrêté

En Iran, le général Hussein Azmoudeh, ancien procureur de l'armée, a été incarcéré pour avoir reproché au gouvernement du Shah de s'acoquiner dans les pactes militaires dans le genre du C.E.N.T.O., politique que le général Azmoudeh juge anticonstitutionnelle et dangereuse pour l'Iran.

Or, en se déclarant neutraliste, il paraît que le général Azmoudeh a commis un crime, puisqu'on l'empri-sonne. Le premier ministre Amiri, en tout cas, a fini de jeter son masque de libéralisme: comme tous ceux qui vendent leur pays à des intérêts étrangers, il supporte mal qu'on le lui dise...

ENTRETIENS SOVIÉTO-AMÉRICAINS SUR LE DÉSARMEMENT

Les entretiens soviéto-américains sur les problèmes du désarmement ont commencé mardi dernier au département d'Etat. Le groupe américain est conduit par John Mac Cloy, principal conseiller du Président Kennedy en matière de désarmement, et Valérian Zorine, vice-ministre soviétique des Affaires étrangères se trouvant à la tête de la délégation de l'U.R.S.S.

Ces discussions se déroulent pour « déterminer les limites » en vue de la reprise des pourparlers généraux sur le désarmement qui ont été interrompus le 27 juin de l'année passée. Il avait été décidé à l'origine que

les entretiens actuels seraient limités à des questions de procédure. On estime cependant, que, compte tenu des personnalités qui représentent les deux gouvernements, on entamera aussi des discussions sur l'interdiction des explosions nucléaires qui vient de faire l'objet d'un échange de notes entre Moscou et Washington.

Les milieux américains mettant officiellement en question le renouvellement des pourparlers sur le désarmement en raison des différences d'opinion des parties en présence à propos de la composition de la conférence sur le désarmement et l'interdiction des expériences nucléaires.

En mars dernier MM. Gromyko et Stevenson, délégués soviétique et américain aux Nations Unies étaient parvenus à un accord de principe concernant la poursuite, le 31 juillet, à Genève, des pourparlers sur le désarmement.

L'U.R.S.S. demande que le comité de dix Nations au sein duquel l'Est et l'Ouest étaient représentés à parité soit élargi et accueille cinq pays neutres. Les Etats-Unis s'opposent à cette proposition. Ils accepteraient seulement que deux

L'AGITATION SOCIALE EN FRANCE

Les manifestations paysannes se poursuivent dans le Finistère, les Côtes-du-Nord et le Morbihan. Elles ont même fait tâche d'huile, gagnant les départements de l'Ille-et-Vilaine et de la Vendée où des incidents assez sérieux se sont produits.

A Vannes, une manifestation a rassemblé six cents paysannes.

Un nouveau département a été créé mardi dernier de « passer à l'action directe ». Cette décision vient d'un département où les viti-culteurs sont depuis longtemps organisés et dont les formes d'action ont

tion et de la désignation de représentants africains auprès du siège bruxellois de la Communauté économique européenne.

C'est bien d'intégration politique autant qu'économique de l'Afrique à l'Europe qu'il est question, et les pays du Marché commun semblent vouloir accélérer la mise en place des institutions eurafricaines.

La conférence qui s'est ouverte lundi après-midi avec un faste exceptionnel travaillé en fait, déjà, comme une véritable assemblée. Un règlement de 18 articles a été élaboré à cette fin. La présidence est assurée alternativement par M. Hans Furler, président de l'assemblée parlementaire européenne et par M. Lamine Guèye, président de l'Assemblée nationale du Sénégal qui a été élu président du groupe africain et malgache. Les travaux effectifs ont commencé mardi matin par l'examen du problème des « formes politiques et institutionnelles de la coopération ».

Notons par ailleurs que le rythme de répartition des crédits du Fonds de l'Europe des six pour le développement des pays et des territoires d'Outre-mer associés s'est considérablement accéléré au cours des derniers mois.

C'est ce qui ressort de l'état qui vient d'être publié par la commission du Marché commun de Bruxelles et qui a été arrêté au 31 mai 1961.

Au total 150 millions de dollars se trouvaient à cette dernière date à la disposition des pays et territoires.

Résistance populaire au Sud-Vietnam

On apprend, lundi, de source sud-vietnamienne, que des partisans bien organisés paralysent le fonctionnement des administrations locales dans la région de Duc Hoa, à une trentaine de kilomètres seulement de Saïgon.

Duc Hoa est le principal centre de communications entre les provinces de l'est et de l'ouest, au nord de la capitale. L'activité des guerrillas est si intense que la population n'ose plus obéir aux autorités légittimes.

Le fantôme N'go Dinh Diem se sent de moins en moins à l'aise.

Peter Thoreycroft, ministre de l'Aviation, John Hare, ministre du Travail.

M. Sandys quittera Londres le 29 juin. Il visitera successivement la Nouvelle Zélande, l'Australie et la Malaisie.

Le groupe africain, Sierra-Léone, Ghana, Nigéria, Fédération Rhodésie-Nyassaland est dévolu à M. Hare. Ces tournées des capitales du Commonwealth prendraient 3 semaines. On sait que l'éventualité de l'entrée de la Grande-Bretagne au Marché commun divise en ce moment l'opinion anglaise qui craint l'alignement des prix agricoles anglais sur les prix européens.

« Cependant, écrit **Marchés tropicaux** du 17 juin, bien plus que la politique agricole, c'est la politique fondamentale, ce sont les structures mêmes de l'économie britannique qui sont en cause. »

Lors du débat qui s'est ouvert le 13 juin devant la Chambre communale, M. Emmanuel Shinwel, ancien ministre de la Défense, travailliste, a posé la question. « Tout l'avenir du Commonwealth est en jeu », a-t-il dit, et affirmant son oppositon, il a ajouté: « Je me refuse de laisser vendre le Commonwealth à l'encan. »

En fait, au sein du Commonwealth, poursuit **Marchés tropicaux** les Etats sont divisés. Les uns, les plus « évolués », se montrent réservés à l'égard d'une adhésion possible de la Grande-Bretagne au Traité de Rome. Le Canada est inquiet de la répercussion de la politique agricole des « six » sur ses ventes de laine en Grande-Bretagne. L'Australie est préoccupée par la vente de la laine qui serait concurrencée par les fibres artificielles de « l'Europe des six », dont l'industrie est en pleine expansion. La Nouvelle-Zélande craint pour son industrie laitière et son élevage de moutons, entièrement orientés vers le marché anglais.

« En revanche les Etats africains du Commonwealth souhaitent un accord avec les Six, qui leur ouvrirait de plus larges débouchés pour leurs produits, et surtout qui les ferait participer à la répartition des crédits du Fonds d'investissement européen. » **(A suivre)**

Se solidarisant avec leurs administrés, les maires de Vendée ont décidé de faire « la grève de la paperasse », c'est-à-dire de mettre les services municipaux en veilleuse pendant une durée de cinq jours.

Quant aux maires de Brest, Lorient et Saint-Brieuc, ils ont, conjointement avec les présidents des chambres de Commerce de ces villes, adressé au général de Gaulle un télégramme dans lequel ils font état de la crise grave que traverse la Bretagne dans tous les aspects de sa vie économique.

Les préoccupations des leaders des syndicats rejoignent d'ailleurs celles des présidents des chambres de commerce et des dirigeants des associations de cultivateurs.

Fait exceptionnel pour la France, une grande réunion commune groupant paysans et ouvriers s'est tenue à Saint-Nazaire, mardi dernier.

Les unions locales C.G.T., C.F.T.C. et F.O. se sont mis en rapport avec les dirigeants des syndicats d'exploitants agricoles de la région.

Un exploit des alpinistes chinoises

L'agence Chine nouvelle annonce que deux femmes tibétaines, Sheirah et Phundob ont planté le 17 juin dernier le drapeau à cinq étoilles de la République populaire de Chine au sommet du Kongur Tiubie Tagh (7.595 mètres) l'un des géants du Pamir.

Le Kongur Tiubie Tagh est aussi le sommet du Pamir après Kongur-I qui culmine à 7.719 mètres.

Il faut rappeler que c'est la deuxième fois que les femmes chinoises battent le record établi en 1955 par la Française Claude Kogan qui était montée à 7.456 mètres avec l'expédition franco-suisse de l'Himalaya. En effet en juillet 1959 des femmes chinoises figuraient dans l'expédition qui escalada un autre géant du Pamir, le « Muztah » 7.546 mètres.

souvent été à une particulière tenueté.

Nouvelles de Cuba

Le Comité américain pour l'échange « tracteurs contre prisonniers » a pratiquement rejeté les propositions de Fidel Castro en n'offrant que 500 tracteurs légers au lieu des tracteurs lourds que demandait le Président cubain.

Il faut croire que les Américains préfèrent leurs tracteurs à leurs prisonniers, ce qui n'est pas gentil pour ces derniers...

I^{er} CONGRES DES ECRIVAINS
Le premier Congrès des écrivains et des artistes a été convoqué du 26 jusqu'au 30 juin 1961 à la Havane.

Tous les écrivains, acteurs, musiciens artistes-peintres et architectes qui soutiennent le manifeste concernant le développement d'une culture nationale cubaine participeront au Congrès.

NOUVELLES BRÈVES

● Des pluies torrentielles ravagent depuis quelques jours le Nord du Mexique. Les rivières débordant, les communications sont coupées en plusieurs points.

● Les accords franco-mauritaniens de coopération ont été signés lundi après-midi à Paris.

● A l'issue d'un voyage de six semaines qui l'a mené successivement à Monrovia, puis en Allemagne fédérale et à Paris, le président de la République togolaise, Sylvanus Olympio est rentré lundi à Lomé.

● M. Nehru aurait décidé de participer à la conférence des pays neutres qui doit se tenir prochainement à Belgrade. L'annonce officielle de décision en serait faite prochainement.

● Des négociations en vue de la conclusion d'un accord aérien entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis s'ouvriront à Washington au cours des prochaines semaines, vraisemblablement le 18 juillet.

pays non-alignés : le Mexique et l'Inde, prennent part à la conférence en qualité de président et de vice-président de la conférence, mais sans aucune possibilité d'influencer sur les décisions.

Un message de M. Khroutchev à l'Assemblée Chrétienne de la Paix

Une assemblée de la paix chrétienne groupant 700 délégués, représentant les églises protestantes et orthodoxes de 50 pays, s'est réunie la semaine dernière à Prague. M. Khroutchev a adressé à cette assemblée, une lettre disant notamment: « Mon gouvernement continuera à poursuivre une politique de paix et d'amitié entre les Nations, reposant sur la coexistence des pays dotés de systèmes sociaux et politiques différents, le relâchement de la tension internationale, et à rechercher un accord sur le désarmement général et complet ».